



LETTRE D'INFORMATION DE LA DGI Droits de l'Homme et État de Droit (décembre 2022)

Commission de Venise

Le 15.12.2022 la Commission a tenu la 75e réunion du Conseil des élections démocratiques et sa [133e session plénière](#) les 16-17.2022 et à Venise. Suite à la session plénière, le Bureau élargi de la Commission de Venise a tenu un échange de vues avec le Comité présidentiel de l'APCE le 17.12.2022.

La Commission a rendu son [avis urgent](#) sur la loi portant modification de la loi sur le président du **Monténégro** le 9.12.2022.

En décembre, la Commission a reçu/commencé à travailler sur les **demandes d'avis suivantes** :

- **Azerbaïdjan** - Avis sur la loi sur les partis politiques - APCE, Commission de suivi - 15.12.2022
- **Ukraine** – Mémoire *amicus curiae* relatif à la procédure de nomination et de révocation du directeur du Bureau national de lutte contre la corruption et du directeur du Bureau d'enquête d'État - Cour constitutionnelle, Président par intérim – 12.12.2022
- **Géorgie** - Avis sur le projet de loi sur la désoligarchisation - Parlement, Président - 1.12.2022
- **Géorgie** - Avis de suivi conjoint de la Commission de Venise et de l'OSCE/BIDDH sur les amendements à la loi organique sur les tribunaux communs - Parlement, Président - 22.11.2022
- **République de Moldova** - Avis urgent sur le projet de loi sur les activités de contre-espionnage et de renseignement, ainsi que sur le projet de loi sur le service de renseignement et de sécurité - Parlement, Président – 18.11.2022
- **UE** – Rapport sur les principes clés de la démocratie dans la gouvernance de l'Union – Parlement européen, Présidente – 12.10.2022

La Commission a **co-organisé les activités suivantes** en décembre :

- **Kazakhstan** - Procès contradictoire et égalité des armes dans les procédures pénales - [Conférence internationale](#) – 08 – 09.12.2022
- **Hongrie** - Élections législatives et référendum du 3 avril 2022 - Webinaire post-électoral – 17.12.2022

La Présidente de la Commission de Venise, Mme Claire Bazy Malaurie, a participé à la réunion de la commission interparlementaire du Parlement européen sur la situation de l'État de droit dans l'UE le 1.12.2022. La Présidente a également rencontré la Vice-présidente de la CE Věra Jurová et la Présidente du PE Roberta Metsola à Bruxelles le 5 décembre 2022.

Le 28.12.2022, la Cour suprême de **Gambie** a rejoint la [Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle](#) qui compte désormais 119 membres. Le numéro 2022/1 du e-Bulletin de jurisprudence constitutionnelle peut être consulté [ici](#).

CPT

Le CPT a effectué une visite ad hoc en [République de Moldova](#) du 5 au 13 décembre. En outre, une visite ad hoc en [Azerbaïdjan](#) a été effectuée du 12 au 19 décembre.

Activités normatives en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique



Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme : Le Comité directeur pour les droits de l'homme ([CDDH](#)) lors de sa [97ème réunion](#) (6-9 décembre) a adopté un rapport sur le traitement et la résolution efficace d'affaires relatives aux conflits interétatiques, accompagné d'un projet de déclaration du Comité des Ministres sur le même sujet, et un rapport sur la pratique des Etats membres en matière de dérogations à la CEDH en situations de crise. Il a organisé un atelier sur la « Mise en œuvre du devoir de vigilance en matière de droits de l'homme et de protection de l'environnement » et a procédé à un échange de vues avec les présidentes de la Commission de Venise et du Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO). Il a également convenu qu'à l'avenir, il privilégierait l'expression « droits humains » (au lieu de « droits de l'homme ») dans la version française de ses textes.

Coopération juridique : En décembre 2022, le CDCJ a publié deux études comparatives, l'une [relative à l'accès aux origines des personnes conçues par don de gamètes](#) et l'autre [portant sur le droit administratif et l'utilisation de l'intelligence artificielle et d'autres systèmes algorithmiques en matière de prise de décision administrative dans les Etats membres du Conseil de l'Europe](#). Le CCJE a adopté lors de sa 23^e réunion plénière l'[Avis n° 25 \(2022\) sur la liberté d'expression des juges](#), qui établit un équilibre entre cette liberté et les limitations professionnelles dues aux fonctions spécifiques des juges. Le Bureau du CCJE a adopté un Avis suite à une demande de l'Association des juges du Monténégro concernant la retraite des juges. Le 29 novembre 2022, la Présidente du CCPE a participé à un échange de vues avec le CDPC, présentant le récent [Avis du CCPE No. 17 \(2022\) sur le rôle des procureurs dans la protection de l'environnement](#) et la proposition du CCPE de mettre à jour la Recommandation [Rec\(2000\)19](#) du CM sur le rôle du ministère public dans le système de justice pénale.

Droits de l'Homme et Biomédecine : La dernière réunion du comité directeur du projet de coopération sur « Droits de l'Homme et biomédecine », mis en œuvre dans le cadre du Plan d'Action Arménie (2019-2022) organisée le 15 décembre 2022 à Erevan, a souligné [la réussite de ce projet](#). Il a également posé les jalons d'un nouveau projet dans le cadre du nouveau Plan d'Action Arménie (2023-2026).

Mise en œuvre des standards en matière de droits de l'homme, justice et coopération juridique

Le 20 décembre 2022, une table ronde s'est tenue à Strasbourg pour examiner la situation des droits de l'homme dans la **République autonome de Crimée occupée et la ville de Sébastopol, en Ukraine**. Le directeur général des droits de l'homme et de l'État de droit, Christos Giakoumopoulos, a animé l'événement, qui était co-organisé par la DG I et la Direction des affaires politiques et des relations extérieures (DAPRE).

La table ronde a réuni des parties prenantes ukrainiennes, dont le Représentant permanent du Président de l'Ukraine dans la République autonome de Crimée, des représentants de la Plate-forme Crimée, du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien, des Tatars de Crimée (Mejlis du peuple tatar de Crimée) ainsi que d'éminentes ONG. La Présidente des Délégués des Ministres, la Secrétaire Générale et la Commissaire aux droits de l'homme se sont adressées aux participants.

L'événement a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation des droits de l'homme en Crimée au lendemain de l'agression armée russe. Il s'inscrit dans le cadre du processus de consultation visant à préparer un deuxième rapport pour la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe (le premier rapport a été publié le 4 mai 2022). Les rapports visent à fournir au Comité des Ministres une base pour évaluer la situation et décider des mesures potentielles à prendre.



La CEPEJ a tenu sa [39ème session plénière](#) les 6 et 7 décembre. Elle a élu son nouveau Président, Francesco DEPASQUALE (**Malte**), a adopté des Lignes directrices sur la diversité des genres dans le recrutement et la promotion des juges, un Guide sur la promotion de la médiation administrative, une note sur la préparation d'un nouvel outil de la CEPEJ pour réduire l'arriéré judiciaire et a présenté les premiers travaux du Bureau consultatif sur l'intelligence artificielle (AIAB). Une visite d'étude sur le système d'exécution du **Portugal** a été organisée pour des représentants du ministère de la Justice d'**Azerbaïdjan**. Des recommandations d'experts ont été élaborées pour la mise en œuvre de la nouvelle carte judiciaire en **Albanie**. Deux ateliers ont eu lieu en **Tunisie** pour former plus de 80 greffiers à la protection des documents et des archives. L'événement de clôture de la FH II sur le Tableau de bord pour les Balkans occidentaux s'est tenu à **Bruxelles**, au cours duquel les résultats des collectes de données ont été discutés avec les bénéficiaires.

Les activités suivantes ont été organisées dans le cadre de projets de coopération (non exhaustif). **Albanie** : mise à jour de la base de données des décisions du Conseil supérieur de la magistrature ; **Arménie** : présentation de la version arménienne du livre [Taking a Case to the European Court of Human Rights](#) (photo) ; **Géorgie** : lancement d'un [projet](#) sur la promotion du mécanisme alternatif de résolution des conflits ; **Grèce** : [vidéo](#) présentée sur les enfants migrants (28ème Festival international du film d'Athènes). **République de Moldova** : visite d'étude pour le Conseil pour la prévention de la discrimination et la garantie de l'égalité ; Forum des droits de l'homme avec le Médiateur (photo). **Monténégro** : stratégie de communication et plan d'action du Conseil des procureurs. **Macédoine du Nord** : renforcement des capacités pour les fournisseurs d'aide judiciaire, et mise à niveau de la base de données des décisions du Conseil judiciaire supérieur et du système d'information sur la jurisprudence de la Cour suprême. **Serbie** : discussions publiques sur les nouvelles lois judiciaires ; formations sur l'harmonisation de la jurisprudence (cours d'appel). **Türkiye** : formation de formateurs pour les conciliateurs sur le traitement des cas de victimes et de délinquants mineurs. **Ukraine** : visite d'étude de juges en **Croatie** et en **Slovénie** sur la justice en temps de guerre ; [JustConf Ukraine 2022](#), un événement annuel phare pour les

professionnels de la justice pénale ; présentation de la [recherche sur l'application de la détention provisoire et de l'assignation à résidence en Ukraine](#) ; cours [HELP](#) en ukrainien sur les garanties procédurales dans les procédures pénales et les droits des victimes ; formation sur les mécanismes de contrôle efficaces dans les lieux de privation de liberté, y compris dans le contexte de la guerre (photo) ; [rapport thématique](#) du Médiateur sur les droits des personnes touchées par la guerre ; livraison de matériel informatique au [département des crimes de guerre](#) du bureau du procureur général et à l'administration judiciaire de l'État. **Kosovo***ⁱ: atelier thématique avec la Cour constitutionnelle sur le droit à un recours effectif. **Tadjikistan** : [conférence](#) sur les mécanismes de protection des droits de l'homme a été organisée. **Ouzbékistan** : participation au [Forum mondial sur l'éducation aux droits de l'homme](#).

Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Service de l'Exécution des arrêts a participé à la 1451^{ème} réunion du CM Droits de l'Homme, au cours de laquelle le Comité a adopté **46 décisions** concernant 21 Etats membres. Trois résolutions intérimaires ont été adoptées dans le cadre de la supervision du groupe d'affaires [Al Nashiri contre Pologne](#) et des affaires [Géorgie contre Russie \(I\)](#) et [Géorgie contre Russie \(II\)](#). En outre, 26 résolutions finales ont également été adoptées par le Comité en ce qui concerne 69 arrêts et décisions de la Cour européenne concernant 16 États.

Le Service a publié une [nouvelle fiche thématique sur les crimes et discours haineux](#). Elle fournit divers exemples de mesures générales et individuelles rapportées par les Etats dans le cadre de l'exécution des arrêts de la Cour européenne, concernant la lutte contre les crimes de haine à motivation raciale qui peuvent émaner des forces de sécurité, de particuliers ou de groupes ciblant les Roms et les migrants, les crimes et discours de haine ciblant les personnes LGBTI et les crimes et discours de haine à motivation religieuse.

Une réunion en ligne a été organisée avec le **Ministère danois des Affaires étrangères** pour présenter le mandat et les méthodes de travail du Service ainsi que pour discuter de la liste des affaires pendantes contre le Danemark. Le Département a également rencontré une délégation du **Ministère de la Justice française** pour discuter du problème de la surpopulation et des mauvaises conditions de détention dans les centres de détention français (affaire J.M.B. c. France). Le Service a tenu des réunions bilatérales distinctes avec les agents gouvernementaux et/ou les agents adjoints de l'**Allemagne, de la Hongrie et des Pays-Bas**, ainsi qu'avec le **Ministère finlandais des Affaires étrangères**, afin de discuter de l'état d'exécution des affaires pendantes contre ces pays et d'autres questions en suspens. Une réunion a également eu lieu avec le Président et une délégation de la **Cour commune d'Aruba, de Curaçao, de Saint-Martin et de Bonaire, de Saint-Eustache et de Saba**, portant sur les affaires Corallo et Murray c. Pays-Bas concernant les conditions de détention dans la partie caraïbe du Royaume des Pays-Bas. Le Service a également rencontré en ligne le **ministère de la Justice du Royaume-Uni** pour discuter de la liste des affaires pendantes contre le Royaume-Uni. Enfin, le Service a également rencontré en ligne l'Unité de lutte contre l'esclavage moderne du Ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, pour discuter du cas de *V.C.L. et A.N.* Une délégation du Service a participé à une mission à **Chisinau, en République de Moldova** pour discuter, avec les autorités, les partenaires internationaux et la société civile, des progrès actuels en matière d'exécution des jugements et de mise en œuvre de la Convention. Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en attente d'exécution concernant la région de Transnistrie en Moldavie ont notamment été discutés.

Enfin, le Service a tenu une réunion en ligne avec le Secrétariat de la Cour suprême d'**Ukraine** pour discuter de l'exécution du *groupe d'affaires Mikhaylova* au vu des récents arrêts de la Cour européenne concernant le manque d'impartialité des tribunaux nationaux dans les procédures d'infraction administrative. Le Service a également participé à la discussion

d'experts sur l'application de la détention provisoire et de l'assignation à domicile en Ukraine, organisée par le projet du Conseil de l'Europe "Système de justice pénale conforme aux droits de l'homme en Ukraine".

Droits sociaux



5 - 9 décembre 2022 : Le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a tenu sa 331e session en mode hybride. Le Comité a poursuivi l'examen des rapports nationaux pour les conclusions 2022 concernant les droits liés au travail. Plusieurs réclamations collectives pendantes ont été également examinées.

8 décembre 2022 : Le Service des droits sociaux a organisé un [séminaire sur le renforcement de la protection des droits sociaux en Europe - le rôle de la Charte sociale européenne](#) pour marquer la fin de mandat de plusieurs membres du CEDS. Les discussions ont porté notamment sur les négociations actuelles concernant la réforme du système de la Charte, ainsi que sur les opportunités et les défis liés à la protection des droits sociaux en Europe. Le rôle de la Charte en ce qui concerne l'avenir du travail et des droits des travailleurs, en particulier des travailleurs dans des formes d'emploi atypiques, a également été discuté.

13 décembre 2022 : Le CEDS et le Service des droits sociaux du Conseil de l'Europe ont publié une version actualisée du [Digest](#) (en anglais uniquement) de jurisprudence du CEDS sur la Charte sociale européenne. Ce Digest reflète l'interprétation actuelle du Comité sur chaque article de la Charte telle qu'elle résulte de ses conclusions sur l'examen des situations nationales des Etats parties et de ses décisions concernant les réclamations collectives. Le Digest présente également les principes fondamentaux d'interprétation de la Charte ainsi que le système de rapports et la procédure des réclamations collectives.

[Vidéo de présentation](#) par Aoife Nolan, vice-présidente du CEDS

Police, détention, drogues et addictions

GROUPE POMPIDOU

La 18^e Conférence ministérielle du Groupe Pompidou s'est tenue à **Lisbonne** les 13 et 14 décembre 2022. Dans leur "déclaration de Lisbonne", les ministres et les participants de haut niveau des 41 États membres du Groupe Pompidou ont appelé à une approche centrée sur les droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues. En outre, ils ont confié au Groupe le soin d'explorer des stratégies pour faire face aux nouvelles formes de dépendance, notamment celles liées à l'utilisation des technologies de la communication et de l'information.

Accueillie par le Portugal, qui préside le Groupe Pompidou depuis 2019, la conférence, a réuni quelque 150 participants, dont des ministres, des représentants de 46 gouvernements et de six organisations ou agences internationales, ainsi que des experts des politiques en matière de drogues, des responsables de l'application des lois, de la santé et de la justice, et des représentants de la société civile. Au cours de la conférence, les ministres ont évalué l'impact des tendances actuelles de la consommation et du trafic de drogues, ainsi que des addictions comportementales, telles que les jeux vidéo, les jeux d'argent ou les achats en ligne excessifs et compulsifs. Sur la base d'un rapport établi par leurs Correspondants permanents, ils ont également passé en revue les activités et les réalisations du groupe au cours de la période allant de 2019 à 2022 et ont adopté un nouveau programme de travail pour 2023-2025.

À l'issue de la conférence, le ministre portugais de la Santé, Manuel Pizarro, a transmis la présidence à l'Italie, représentée par le sous-secrétaire d'État de la présidence du Conseil des

ministres italien, Alfredo Mantovano. Le secrétaire exécutif du Groupe Pompidou, Denis Huber, et le directeur de l'OEDT, Alexis Goosdeel, ont également signé une annexe au protocole d'accord existant entre les deux organisations, mettant à jour les priorités de leur coopération commune.

Coopération policière et privation de liberté

Un projet pilote de trois mois portant sur les outils et le programme de réhabilitation des délinquants extrémistes violents dans deux prisons **albanaises** a été mené à bien ; il a confirmé la viabilité de ces instruments dans le contexte carcéral albanais. Un système de gestion de la probation électronique a été lancé en **Arménie**. Il facilitera le travail des agents de probation et permettra de suivre les progrès des bénéficiaires qu'ils supervisent. Un [système de télémédecine et de médecine électronique](#) pour les soins de santé dans les prisons a été lancé en **Arménie**. Le matériel et les logiciels nécessaires ont été installés dans les dix établissements pénitentiaires du pays. Il assurera un traitement des données unifié et sans papier, tout en permettant aux détenus d'accéder à distance à des soins médicaux spécialisés. L'Association scientifique arménienne des psychologues a achevé un programme thérapeutique pilote de quatre mois dans la maison d'arrêt d'Abovyan. Le programme visait à améliorer les soins de santé mentale dans les maisons d'arrêt arméniens ; il offre une série de conseils psychologiques et d'options thérapeutiques qui offrent aux patients des activités psychosociales de réhabilitation et les préparent à une vie plus indépendante et/ou à la réintégration dans leur famille après leur libération.

Une conférence de haut niveau sur le rôle des psychologues et des travailleurs sociaux dans le processus de réhabilitation et de resocialisation, s'est tenue les 20 et 21 décembre à Tbilissi – la première de ce type à avoir lieu en **Géorgie** – elle a ouvert la voie à une meilleure coopération ainsi qu'à une coordination du travail social et psychologique entre tous les acteurs gouvernementaux.

Une [réunion](#) des responsables de 27 prisons et de l'Hôpital spécial des prisons, le 7 décembre à Belgrade, en **Serbie**, a marqué le succès de cinq années d'efforts visant à renforcer la capacité du personnel spécialisé dans la réinsertion des détenus et à travailler avec des délinquants violents, des auteurs de violences domestiques et des toxicomanes et alcooliques. Les programmes correspondants sont désormais dispensés dans toutes les prisons du pays, avec des réactions positives de la part des détenus et des animateurs de programmes.

Société de l'Information – Lutte contre la criminalité

Médias



Le [Comité directeur sur les médias et la société de l'information](#) (CDMSI) s'est réuni à Strasbourg du 7 au 9 décembre pour évaluer l'avancement de la préparation des nouveaux instruments politiques des trois comités subordonnés, MSI-RES, MSI-INF et MSI-SLP. Les membres de la commission se sont également entretenus avec la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Mme Dunja Mijatović, avec Mme Cecilia Dalman Eek,

vice-présidente du Congrès des activités locales et régionales, et avec des représentants de META sur les droits des utilisateurs.

Jan Kleijssen, directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, a participé au 17e Forum des Nations unies sur la gouvernance de l'Internet (IGF), organisé par le gouvernement d'Addis-Abeba (**Éthiopie**), en tant qu'orateur principal d'un panel sur les défis réglementaires liés aux technologies avancées (IA et Metaverse). Au cours de cet

événement, le CdE a également co-organisé un forum ouvert sur la promotion de la culture démocratique en ligne par l'éducation à la citoyenneté numérique, un forum ouvert sur la manière de combattre les discours de haine, ainsi qu'un atelier sur les cyber-attaques et les preuves électroniques.

Coopération sur la liberté d'expression



Au **Kosovo***, dans le cadre d'une évaluation des besoins de l'Agence pour l'information et la protection de la vie privée, des dizaines de représentants d'institutions publiques locales et d'organisations de la société civile ont eu des échanges avec des experts du Conseil de l'Europe pour discuter des aspects cruciaux de l'accès aux documents publics et de la protection des données. Par le biais de JUFREX **Kosovo***, une [conférence destinée aux étudiants en droit](#) sur les normes européennes en matière de liberté d'expression et de discours de haine a eu lieu dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'homme. JUFREX **Monténégro** a terminé l'analyse des affaires et de la jurisprudence des tribunaux monténégrins sur la liberté d'expression et a poursuivi son soutien aux réformes législatives et politiques des médias dans le cadre des processus du projet de loi sur les médias, du projet de loi sur le service public de radiodiffusion et du projet de loi sur les services de médias audiovisuels, ainsi que de la première stratégie nationale en matière de médias (2023-2027), qui ont finalement été soumis au gouvernement. En outre, la même action au **Monténégro** a continué son travail sur la promotion de la sécurité des journalistes avec la direction de la police par le biais du soutien à l'élaboration de directives d'évaluation des risques pour la police sur la protection des journalistes. En **Bosnie-Herzégovine**, une [formation](#) de deux jours sur la recherche et la stratégie en matière d'éducation aux médias a été dispensée par l'Ofcom du Royaume-Uni aux représentants de l'Agence de régulation des communications. JUFREX **Macédoine du Nord** a organisé un [événement de clôture](#) de son action nationale. Le Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion d'**Ukraine** a reçu du matériel informatique afin de permettre et de renforcer les opérations de son personnel déplacé des territoires où se déroulent des actions militaires et/ou des territoires temporairement occupés. Le documentaire primé "Voice of Liliana", produit en **Moldavie** par Telefilm-Chisinau grâce aux actions du projet, a été présenté à Strasbourg au Palais de l'Europe.

Protection des données

Le Bureau du T-PD a tenu sa dernière réunion de 2022 les 15 et 16 décembre, donnant l'occasion au nouveau Bureau élu de faire le point sur l'année et de continuer ses travaux sur l'interprétation de l'article 11 de la Convention 108+, sur la protection des données personnelles dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et sur la mise à jour des clauses contractuelles pour le transfert des données à caractère personnel. Il a également décidé de commencer à travailler en 2023 sur la protection des données personnelles lors des élections et de se concentrer sur les garanties liées notamment aux données biométriques.

Cybercriminalité



Comme les mois précédents, le Bureau du Programme sur la cybercriminalité (**C-PROC**) a soutenu des activités de renforcement des capacités dans toutes les régions du monde. Un nouveau [Guide pour les enquêtes criminelles sur les attaques par ransomware](#) visant à faciliter des réponses plus efficaces de la justice pénale à la menace croissante des ransomwares, préparé dans le cadre du projet [iPROCEEDS-2](#), a été mis à disposition. Par ailleurs, une conférence de haut niveau

intitulée "[Agir ensemble : utiliser le cadre de la cybercriminalité pour lutter contre la violence numérique à l'égard des femmes](#)", organisée conjointement par la Division Violence contre les femmes et la Division Cybercriminalité du Conseil de l'Europe et la Présidence islandaise du Comité des Ministres, s'est tenue le 6 décembre à Strasbourg. Pour marquer le 20e anniversaire de l'ouverture à la signature du [premier protocole additionnel](#) (janvier 2023), une série d'activités sont organisées pour soutenir les pays dans leur action contre la xénophobie et le racisme en ligne. L'une de ces activités, un webinaire sur les bonnes pratiques et les défis dans la lutte contre la xénophobie et le racisme en ligne, a eu lieu le 15 décembre.

GRECO

Le Président du GRECO a publié une [déclaration](#) à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption le 9 décembre, appelant à la transparence et à une consultation appropriée dans les processus législatifs. Le GRECO a effectué une visite d'évaluation à [Chypre](#) (5ème cycle d'évaluation - prévention de la corruption et promotion de l'intégrité dans le gouvernement central et dans les services répressifs).

Le GRECO a aussi publié les deuxième rapports de conformité du 5ème cycle sur [l'Islande](#) et le [Luxembourg](#) et l'addendum au 2ème rapport de conformité du 4ème cycle sur [l'Espagne](#) (corruption des parlementaires, des juges et des procureurs).

MONEYVAL



Du 7 au 9 décembre 2022, MONEYVAL a tenu sa 64e réunion plénière. La réunion plénière a été ouverte par le Secrétaire général adjoint et a marqué le 25e anniversaire de MONEYVAL. La Plénière a discuté et adopté les rapports d'évaluation mutuelle de **l'Estonie** et de **Monaco** et le rapport de suivi de la **Lituanie**. Il a tenu une session thématique sur les liens entre le blanchiment de capitaux et la

traite des êtres humains avec un échange de vues impliquant le président du GRETA.

Criminalité Economique et Coopération

Organisation d'une table ronde sur les "Tendances et défis émergents en matière de LBC/FT". L'événement a été ouvert par Mme Hanne Juncher, Cheffe du Service de la lutte contre la criminalité économique, et a été suivi par des praticiens, des experts et des représentants des institutions bénéficiaires de plus de 20 juridictions. L'événement a permis d'échanger des points de vue sur l'évolution des tendances en matière de LBC/FT ainsi que d'identifier les domaines prioritaires à traiter par la coopération technique à l'avenir.

Organisation d'un atelier sur les derniers mécanismes de confiscation des produits du crime à l'intention des procureurs, enquêteurs, juges, services de renseignement financier et autres praticiens de l'application de la loi en **Azerbaïdjan**.

Organisation d'un atelier régional sur la réalisation d'enquêtes financières sur la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, à l'intention des services répressifs, des unités de renseignement financier et des agences de lutte contre la corruption du **Kazakhstan**, du **Kirghizistan**, du **Tadjikistan**, du **Turkménistan** et de **l'Ouzbékistan**.

Élaboration d'une feuille de route et d'un guide pour la conception et la mise en œuvre de programmes de conformité efficaces en matière de lutte contre la corruption à l'intention de l'Agence pour la prévention de la corruption, de l'Inspection du travail, de la Chambre de commerce du **Kosovo*** et des entreprises privées.

Formation de fonctionnaires des ministères de tutelle et d'autres organes de l'administration publique au **Kosovo*** sur la protection des dénonciateurs dans l'administration publique.

Organisation d'un atelier régional pour les représentants des autorités nationales et des organisations de la société civile de la région du Partenariat oriental, de la région des Balkans occidentaux et de la **Türkyie** pour discuter de leurs rôles respectifs et de leur coopération dans la prévention et la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Présentation des méthodologies du Conseil de l'Europe sur l'évaluation nationale des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et l'évaluation sectorielle des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme pour les actifs virtuels et les fournisseurs de services d'actifs virtuels aux autorités compétentes de **Türkyie**.

Droit pénal

La secrétaire auprès du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) a présenté le Livre blanc du Conseil de l'Europe sur la surpopulation carcérale à un Colloque organisé par le Conseil national des barreaux de France « En finir avec la surpopulation carcérale » (Paris, France, le 1er décembre 2022). La réunion a été suivie en ligne par plus de 200 participants. Des parlementaires français y ont participé, ainsi que des juges et de procureurs de haut niveau, des avocats, le Directeur général de l'administration pénitentiaire et la Contrôleur des lieux de privation de liberté des ONG.

La secrétaire auprès du Conseil de coopération pénologique a présenté (en ligne) le Livre blanc du Conseil de l'Europe sur la surpopulation carcérale ainsi que les normes du Conseil de l'Europe dans le domaine pénitentiaire les plus récentes devant les participants lors des Discussions thématiques de 2022 concernant la mise en œuvre de la Déclaration de Kyoto, organisées par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) à Vienne, Autriche, du 5 au 7 décembre 2022.

MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels

Comme durant les mois précédents, la Convention MEDICRIME a continué d'être présentée aux autorités nationales de différents pays comme le **Ghana** (1er décembre), **Israël** (2 décembre), le **Congo** (6 décembre), le **Togo** (7 décembre) et le **Costa Rica** (14 décembre) en vue de leur adhésion à celle-ci. La Convention MEDICRIME était également présente à la Semaine Fight the Fakes 2022 et à la Journée de solidarité des patients. La Convention de Nicosie a été présentée lors de la conférence « Financement du terrorisme, crime organisé et trafic illicite de biens culturels » (12 décembre) organisée par le projet de l'Union Européenne El PACcTO. La Convention contre le trafic d'organes humains a été présentée au SEGIB (16 décembre).

Lutte contre le terrorisme

Le Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT) a tenu sa **9ème Réunion Plénière du 30 novembre au 2 décembre 2022**, à Strasbourg, au cours de laquelle un certain nombre d'initiatives clés futures en matière de lutte contre le terrorisme ont été discutées.

Le CDCT a approuvé la nouvelle Stratégie de lutte contre le terrorisme du Conseil de l'Europe pour la période 2023 - 2027, qui vise à aider les membres à faire face aux menaces terroristes émergentes en Europe, tout en assurant la continuité des actions entreprises dans ce domaine

à ce jour. La nouvelle Stratégie va être transmise au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pour adoption finale.

Le CDCT a en outre convenu de la faisabilité de l'élaboration d'une définition paneuropéenne du terrorisme et a convenu de lancer des négociations formelles lors de sa prochaine réunion plénière en mai 2023.

Enfin, le CDCT a également approuvé les conclusions de l'analyse sur l'éventuelle nécessité de mettre à jour les standards du Conseil de l'Europe en matière de financement du terrorisme, à la lumière de l'évolution des pratiques dans ce domaine, telle que préparée par le Groupe d'experts conjoint de MONEYVAL, la Consultation des Parties à la Convention n° 198 (CdP 198) et le CDCT.

Le CDCT a également discuté des activités achevées dans le cadre de sa Stratégie actuelle (2018-2022), y compris la Conférence internationale sur les Menaces Terroristes Transnationales émanant de Mouvements Extrémistes Violents émergents et ré-émergents, qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2022, et des activités supplémentaires, notamment le suivi de la Recommandation du Conseil de l'Europe CM(Rec(2022)8 aux États membres sur l'utilisation d'informations recueillies dans des zones de conflit comme preuves dans le cadre le procédures pénales relatives à des infractions terroristes, récemment adoptée.

*ⁱ Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.